

RE-CONNEXIONS

Musées, gouvernance et durabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes

RÉSULTATS ET DÉCLARATION
ICOM LAC - DUBAÏ 2025

Français



RE-CONNEXIONS
Rencontre régionale
de l'alliance **ICOM LAC**
Les musées en route vers Dubaï 2025

ICOMI conseil
international
des musées
LAC



BANCO DE DESARROLLO
DE AMÉRICA LATINA
Y EL CARIBE

ICOMI conseil
international
des musées

Français

PORTUGUÊS

ESPAÑOL

ENGLISH



RE-CONNEXIONS

Musées, gouvernance et durabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes

RÉSULTATS ET DÉCLARATION
ICOM LAC - DUBAÏ 2025



ICOM conseil
international
des musées
LAC

CAF BANCO DE DESARROLLO
DE AMÉRICA LATINA
Y EL CARIBE

ICOM conseil
international
des musées

Comité de rédaction et d'édition

Lauran Bonilla-Merchav (ICOM Costa Rica)

Édgar Ernesto González (ICOM Venezuela)

Nathiam Gabriela Vega Rodríguez (ICOM Venezuela)

Correction stylistique

Jhon Mesa

Traduction (français, anglais et portugais)

Martín Lerner

Conception éditoriale et couverture

Pôle communication ICOM LAC

ISBN : 978-9930-00-586-6



2025

Alliance régionale de l'ICOM des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ICOM LAC)

<https://ICOM-lac.mini.ICOM.museum/>

Facebook.com/ICOMLAC

Instagram: ICOM_LAC

LinkedIn: ICOM Latinoamérica y el Caribe (ICOM LAC)

CONTENU - FRANÇAIS

I RÉSULTATS DE RE-CONNEXIONS RENCONTRE RÉGIONALE DE L'ALLIANCE ICOM LAC : LES MUSÉES EN ROUTE VERS DUBAÏ 2025 9

Remerciements 11

1. AVANT-PROPOS 13

2. CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE 15

Normes internationales 15

Réglementations régionales en Amérique latine et dans
les Caraïbes 20

Règlements et directives de l'ICOM 23

3. MISE EN CONTEXTE 25

Gouvernance muséologique en Amérique latine et dans les Caraïbes :
changements de gouvernement, alliances collaboratives et réseaux 25

Considérants 26

Recommandations 28

Durabilité : musées, environnements proches et lien avec
l'Agenda 2030 pour le développement durable 32

Considérant	33
Recommandations	34
4. LIGNES D'ACTION	39
Gouvernance dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes	39
Durabilité dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes	42
Formation muséologique axée sur l'éthique	43
Intégration régionale dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes	45
Participation active des communautés dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes	47
5. APPROCHES DES DÉFIS TRANSVERSAUX	51
Musées et changement climatique : risques, atténuation et adaptation	51
Musées et fracture numérique : transformation et accès aux technologies numériques	52
Musées et conflits sociaux : promotion de la paix, du dialogue et de la réconciliation	53
II DÉCLARATION DE L'ICOM LAC 2025. MUSÉES, GOUVERNANCE ET DURABILITÉ EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES	55
Considérants	58
Déclarations finales	61
Conclusion	66
Signataires	69
CRÉDITS	71

I

Résultats de RE-CONNEXIONS

Rencontre régionale

de l'Alliance ICOM LAC :

Les musées en route vers Dubaï 2025

SANTIAGO DU CHILI, DU 21 AU 24 OCTOBRE 2024

REMERCIEMENTS

Le développement et la consolidation d'un projet tel que Re-connexions ont été rendus possibles grâce à la participation et au soutien de divers partenaires et acteurs. Parmi eux, nous tenons à souligner tout particulièrement le parrainage du Comité d'examen des subventions stratégiques de l'ICOM (SAREC). La collaboration de l'Université du Chili et du Centre culturel La Moneda, où se sont déroulées les journées de la rencontre, a également été déterminante. Il convient également de souligner la précieuse participation du CAF - Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la coproduction de cet événement, dont la contribution a été décisive pour les résultats extraordinaires que nous présentons aujourd'hui dans cette publication.

Le conseil d'administration de l'Alliance régionale de l'ICOM pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ICOM LAC) exprime sa sincère gratitude à tous les représentants des comités nationaux et à nos partenaires pour leur confiance dans ce projet et pour chacune de leurs contributions, qui ont permis de « re-connecter » la muséologie dans la région et d'ouvrir un nouveau chapitre pour l'ICOM LAC.

1. AVANT-PROPOS

Re-connexions. La rencontre régionale de l'Alliance ICOM LAC : Musées en route vers Dubaï 2025, qui s'est tenue du 21 au 24 octobre 2024 à Santiago du Chili, a réuni les représentants des comités nationaux du Conseil international des musées d'Amérique latine et des Caraïbes (ci-après ICOM LAC), ainsi que des experts, des professionnels et des acteurs clés du secteur muséologique, qui ont réfléchi aux progrès et aux défis auxquels sont confrontés les musées de la région. Dans ce contexte, le conseil d'administration de l'ICOM LAC a proposé des thèmes fondamentaux qui ont été abordés en profondeur avec les participants à la réunion : la gouvernance collaborative, la durabilité, le lien entre les musées et l'Agenda 2030 pour le développement durable (ci-après Agenda 2030), la formation muséologique et la participation communautaire. L'importance de promouvoir des politiques culturelles contextualisées, participatives et adaptables afin de renforcer la transparence dans la gestion et de consolider les alliances stratégiques entre les secteurs public, privé et communautaire a été reconnue. De même, le rôle de l'ICOM en tant que médiateur et promoteur de normes internationales en matière d'éthique, d'autonomie et de professionnalisation des musées a été souligné.

Les musées d'Amérique latine et des Caraïbes sont des acteurs essentiels dans la préservation du patrimoine, la promotion des identités et

de la mémoire collective, ainsi que des espaces d'éducation, d'inclusion et de transformation sociale. Face à des scénarios régionaux de fragilité démocratique et politique, de rareté de ressources et de changements environnementaux, sociaux et économiques, il est impératif de renforcer la gouvernance, la durabilité et l'intégration régionale dans ces institutions.

À cet égard, les participants à la réunion ont réaffirmé leur engagement en faveur des codes éthiques et de la construction d'un secteur muséologique plus dynamique, adaptable, créatif, inclusif, équitable et durable, aligné sur des principes conçus au niveau local en accord avec l'Agenda 2030. Grâce à une réflexion critique, à un dialogue pluraliste et à la coopération régionale, l'objectif est de consolider les musées en tant qu'agents du changement social et culturel, capables de relever les défis du 21^e siècle et de contribuer au bien-être des communautés et de la planète.

Ce document expose les discussions et le consensus atteint lors de la réunion et jette les bases de la Déclaration de l'ICOM LAC 2025 : Musées, gouvernance et durabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes. En outre, ce document devrait servir de guide pour les visions, les orientations et les engagements des musées d'Amérique latine et des Caraïbes dans le cadre de la 27^e Conférence générale de l'ICOM à Dubaï en 2025, conformément au thème de la Journée internationale des musées 2025 : « L'avenir des musées dans des communautés en constante évolution », et bien au-delà.

Santiago du Chili, octobre 2024

2. CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Le cadre juridique et réglementaire de la Déclaration de l'ICOM LAC 2025 : Musées, gouvernance et durabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes s'appuie sur un vaste réseau de conventions internationales, d'accords régionaux et de directives professionnelles. Ces instruments reconnaissent non seulement la valeur des musées en tant que gardiens du patrimoine, mais établissent également des principes essentiels pour leur gouvernance, leur durabilité et leur intégration régionale. En plus de soutenir les actions proposées, ces dispositions renforcent l'engagement des musées de la région en faveur du développement social, culturel et environnemental au ^{XXI}e siècle. Les principales réglementations sont présentées ci-dessous :

Normes internationales

1. Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (UNESCO, 1970)
 - Elle établit la nécessité d'adopter des mesures visant à interdire et à empêcher le trafic illicite des biens culturels entre les États.

- Elle encourage la coopération internationale pour la récupération et la restitution des biens culturels exportés ou transférés illégalement.
2. Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (UNESCO, 1972)
 - Elle souligne l'importance de protéger le patrimoine culturel et naturel en tant qu'héritage commun de l'humanité.
 - Elle souligne le rôle des musées dans la conservation et la diffusion de ce patrimoine.
 3. Convention sur la défense du patrimoine archéologique, historique et artistique des nations américaines (OEA, 1976)
 - Déclare le devoir des États américains de protéger, conserver et respecter le patrimoine archéologique, historique et artistique sur leurs territoires.
 - Elle invite à l'adoption de mesures juridiques et administratives visant à prévenir l'appropriation, l'exportation et l'importation illicites de biens culturels dans la région.
 4. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC, 1992)
 - Elle crée la Conférence des Parties (COP) en tant qu'organe suprême.
 - Elle reconnaît l'existence du changement climatique et établit le principe des « responsabilités communes mais différenciées ».
 - Elle encourage la coopération par voie d'engagements spécifiques, tels que la publication d'inventaires nationaux des émissions, la

mise en œuvre des programmes d'atténuation et l'élaboration de stratégies d'adaptation aux impacts climatiques.

5. Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (UNESCO, 2001)
 - Elle affirme que le respect de la diversité des cultures, la tolérance, le dialogue et la coopération, dans un climat de confiance et de compréhension mutuelles, sont l'un des meilleurs garants de la paix et de la sécurité internationales.
 - Elle confirme que les droits culturels font partie intégrante des droits humains universels et que la défense de la diversité culturelle est un impératif éthique.
6. Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (UNESCO, 2003)
 - Encourage la protection du patrimoine vivant, qui comprend les traditions, les expressions orales et les pratiques culturelles.
 - Elle souligne le rôle des musées dans la documentation et la promotion de ce patrimoine.
7. Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (UNESCO, 2005)
 - Réaffirme le droit des États à mettre en œuvre des politiques culturelles qui favorisent la diversité.
 - Elle souligne l'importance des musées en tant qu'espaces d'expression et de dialogue interculturels.

8. Accord de Paris (ONU, 2015)

- Souligne la nécessité de limiter l'augmentation de la température mondiale.
- Encourage l'adoption de plans d'action nationaux pour le climat et la coopération internationale, afin d'atteindre des objectifs communs.
- Il souligne l'importance de l'adaptation et de la résilience face aux impacts du changement climatique, ainsi que l'accès au financement climatique pour les pays en développement.

9. Agenda 2030 pour le développement durable (ONU, 2015)

- Établit un cadre global d'action pour atteindre un développement durable qui équilibre les aspects sociaux, économiques et environnementaux.
- Il met en avant le rôle des institutions culturelles, telles que les musées, dans l'éducation, l'inclusion sociale et la promotion de communautés résilientes.
- Il souligne que les musées sont alignés avec plusieurs objectifs de développement durable (ODD), tels que l'éducation de qualité (ODD 4), les villes et communautés durables (ODD 11) et la paix, la justice et les institutions solides (ODD 16).

10. Recommandation concernant la protection et la promotion des musées et des collections, leur diversité et leur rôle dans la société (UNESCO, 2015)

- Elle établit des principes pour la protection et la promotion des musées et des collections, en garantissant leur préservation, leur accès et leur gestion durable.

- Elle souligne le rôle des musées dans l'éducation, la diversité culturelle et le développement social, et encourage leur intégration dans les communautés.
11. Premier bilan global (GST) de l'Accord de Paris (CCNUCC, 2023)
- Il évalue collectivement les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'atténuation, d'adaptation et de financement de l'Accord de Paris.
 - Il identifie les lacunes et les domaines à améliorer dans la mise en œuvre des engagements nationaux et la coopération internationale.
 - Il fournit un cadre de suivi visant à renforcer l'action climatique mondiale et l'ambition des États membres.
12. Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté (G20, 2024)
- Elle met en évidence le paradoxe critique auquel le monde est confronté, où des niveaux records de richesse mondiale coexistent avec une augmentation de la faim et de la pauvreté, situation aggravée par des crises convergentes qui ont retardé la réalisation des ODD, ce qui exige une action urgente et renouvelée.
 - Il exhorte à la création d'une alliance internationale coopérative pour l'échange de politiques publiques efficaces, et dotée d'un financement innovant qui permette de traduire les engagements en ressources concrètes afin de lutter contre ces problèmes de manière coordonnée et avec un impact supérieur.

Réglementations régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes

1. Charte de Quito (Colloque sur la conservation et l'utilisation des monuments et des sites d'intérêt archéologique, historique et artistique, 1967)
 - Reconnaît la valeur sociale et culturelle du patrimoine monumental en tant que ressource pour le développement et l'identité des peuples américains.
 - Elle encourage la conservation active et l'utilisation sociale des biens patrimoniaux, ainsi que la participation des communautés à leur protection et à leur gestion.
2. Table ronde de Santiago du Chili sur le développement et le rôle des musées dans le monde contemporain (ICOM / UNESCO, 1972)
 - Elle souligne l'importance des musées pour le développement culturel et social.
 - Elle établit des principes et des lignes directrices pour la gestion muséologique, e insiste sur le fait de la coopération régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes.
3. Déclaration de Mexique sur les politiques culturelles (UNESCO/Mon-diadcult, 1982)
 - Elle reconnaît la culture comme un ensemble de valeurs spirituelles, matérielles, intellectuelles et émotionnelles qui définissent une société et donnent un sens à son développement.
 - Elle affirme que toute politique culturelle doit être fondée sur l'identité, la diversité et la participation, en intégrant la culture dans les politiques de développement et en favorisant ses liens avec l'éducation, la science, la communication et la création

artistique, ainsi que la coopération internationale pour la compréhension et les échanges entre les peuples.

4. Déclaration de Caracas (Séminaire « La mission des musées en Amérique latine aujourd'hui : nouveaux défis », 1992)
 - Elle souligne l'importance des musées dans la construction des identités nationales et régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes.
 - Elle encourage la coopération régionale afin de renforcer le secteur muséologique.
5. Déclaration de Salvador de Bahia (Secrétariat général ibéro-américain, 2007)
 - Adopte des lignes directrices et des stratégies pour développer et renforcer les politiques publiques dans le domaine des musées et de la muséologie en Ibéro-Amérique.
 - Renforce la coopération régionale afin de mettre en œuvre ces politiques et d'améliorer la gestion, la conservation et la diffusion du patrimoine culturel.
6. Déclaration spéciale de la Celac sur la culture en tant que promotrice du développement humain (Celac, 2014)
 - Réaffirme l'engagement des États membres de la Communauté des États latino-américains et caraïbes (Celac) en faveur de la promotion de politiques culturelles inclusives et durables.
 - Elle souligne le rôle des musées dans l'intégration régionale et le développement social.

7. Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles (Mondiacult, 2022)
 - Elle reconnaît la culture comme un bien public mondial et appelle à son intégration en tant qu'objectif spécifique et fondamental parmi les prochains objectifs de développement durable des Nations Unies.
 - Elle encourage la collaboration internationale pour la protection du patrimoine culturel, en mettant en avant des initiatives telles de l'UNESCO et Interpol pour la création d'un musée virtuel des biens culturels volés.
8. Cadre conceptuel commun en matière de durabilité d'Ibermuseos (MCCS, 2023)
 - Intègre la durabilité dans la gestion des musées et encourage les pratiques environnementales, sociales, économiques et culturellement responsables.
 - Reconnaît les musées comme des acteurs fondamentaux dans la construction d'un développement durable. Et aussi souligne leur rôle dans l'éducation, la préservation du patrimoine et la contribution à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2030.
9. Quatrième lettre de la présidence brésilienne : Agenda d'action de la COP30 (COP30, 2025)
 - Elle expose l'urgence de prendre des mesures concrètes pour respecter les engagements mondiaux en matière de climat, en comblant le fossé entre les promesses et leur mise en œuvre réelle.
 - Elle encourage l'élaboration d'un programme d'action collaboratif pour la COP30 qui mobilise tous les acteurs et promeut un

nouveau modèle de financement prioritaire pour les pays en développement et les communautés vulnérables.

10. Charte brésilienne du patrimoine culturel et du changement climatique (ICOM Brésil / ICOMOS Brésil, 2025)
 - Établit des relations conceptuelles entre le domaine du patrimoine culturel et la lutte contre le changement climatique.
 - Elle propose des lignes directrices pour l'action, des propositions de politiques publiques et des indicateurs de suivi.

Règlements et directives de l'ICOM

1. Résolutions adoptées lors des différentes assemblées générales de l'ICOM
2. Code de déontologie de l'ICOM pour les musées (ICOM, Séoul, 2004)
 - Il établit des normes éthiques et professionnelles pour la gestion des musées.
3. Guide OCDE-ICOM pour les musées (ICOM / OCDE, 2019)
 - Il souligne le potentiel des musées en tant qu'acteurs économiques et sociaux clés pour le développement durable des communautés, au-delà de leur rôle culturel traditionnel.
 - Il encourage l'intégration des musées dans les stratégies de développement local et favorise les pratiques de gestion innovantes, les partenariats public-privé et la mesure de leur impact économique.
4. Brochure « Musées et développement local » (ICOM / OCDE, 2019)

- Elle reconnaît que le musée doit être un acteur socio-économique stratégique, résilient et capable de s'intégrer et de contribuer à la résolution des défis de sa communauté.
- Elle propose un modèle de gestion proactif basé sur un cycle vertueux : analyser l'écosystème local pour identifier les opportunités, établir des liens avec divers acteurs (entreprises, éducation, société civile) afin de créer des réseaux collaboratifs et mettre en œuvre des projets concrets qui ont un impact mesurable sur l'économie, la cohésion sociale et le bien-être local.

5. Définition du musée selon l'ICOM (ICOM, Prague, 2022)

- « Un musée est une institution à but non lucratif, permanente et au service de la société, qui étudie, collectionne, conserve, interprète et expose le patrimoine matériel et immatériel. Ouverts au public, accessibles et inclusifs, les musées encouragent la diversité et la durabilité. Avec la participation des communautés, les musées fonctionnent et communiquent de manière éthique et professionnelle, offrant des expériences variées pour l'éducation, le plaisir, la réflexion et le partage des connaissances ».

3. MISE EN CONTEXTE

GOUVERNANCE ET DURABILITÉ DANS LES MUSÉES D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES : DÉFIS ET STRATÉGIES POUR LE XXIE SIÈCLE

Au cours des deux premiers jours de la rencontre, les défis contemporains liés à la gestion des musées ont été abordés en profondeur, ainsi que les problèmes politiques et sociaux qui affectent les institutions de la région. Au cours des discussions, des propositions concrètes ont été présentées dans deux directions : premièrement, renforcer la gouvernance collaborative et, deuxièmement, promouvoir des modèles de durabilité sociale et établir des liens plus solides entre les musées et l'Agenda 2030 afin d'avoir un impact positif sur les communautés. Vous trouverez ci-dessous un aperçu de chacune de ces deux dimensions, ainsi que les considérations et recommandations finales issues de la rencontre.

Gouvernance muséologique en Amérique latine et dans les Caraïbes : changements de gouvernement, alliances collaboratives et réseaux

La gouvernance muséologique en Amérique latine et dans les Caraïbes est confrontée à des défis complexes liés à la fragilité démocratique, à l'instabilité politique, à la rareté des ressources et à la nécessité de s'adapter à des changements environnementaux, sociaux et économiques rapides. D'une part, les changements de gouvernement, les fluctuations des

politiques culturelles, l'invisibilisation des administrations précédentes et l'absence de lois et de politiques nationales en matière de musées ont un impact direct sur la gestion des musées, ce qui exige une gouvernance solide et transparente. Il est nécessaire de fournir des informations fiables sur les musées, fondées sur des connaissances solides, qu'elles soient scientifiques, traditionnelles ou autres. D'autre part, la gouvernance collaborative, c'est-à-dire sociale et communautaire, apparaît comme une stratégie clé pour surmonter les obstacles structurels et encourager les partenariats entre les musées, les peuples, les communautés, les gouvernements et les organisations non gouvernementales. Dans ce contexte, l'autogestion, l'autodétermination, la reconnaissance et la formation des travailleurs des musées, le leadership novateur, la participation communautaire et la transparence sont essentiels pour renforcer l'autonomie institutionnelle, conformément à l'Agenda 2030. Enfin, l'objectif est de mettre en valeur la muséologie locale et régionale, de renforcer l'impact des musées sur l'économie et de consolider le leadership de l'ICOM afin de promouvoir la coopération et le développement culturel.

CONSIDÉRANTS

1. Que les musées sont des institutions fondamentales pour la préservation du patrimoine et la promotion des identités, des diversités et de la mémoire collective, ainsi que des espaces d'éducation, d'inclusion et de transformation sociale.
2. Que la valorisation sociale des métiers des musées et la dignification des conditions de travail sont essentielles pour garantir la durabilité et l'excellence dans la gestion du patrimoine culturel.
3. Que l'instabilité et la fragilité démocratique et politique, le manque de ressources et les changements environnementaux, sociaux et

économiques rapides constituent un défi majeur pour la gestion muséologique dans la région.

4. Que la viabilité et la pertinence future des musées en Amérique latine et dans les Caraïbes sont compromises par leur fragilité financière et opérationnelle, due à leur dépendance vis-à-vis des fonds publics.
5. Qu'une gouvernance éthique et efficace des musées doit reposer sur une communication claire et, par conséquent, accessible en termes de transparence administrative, exécutive et intégrale.
6. Qu'il est nécessaire de proposer des politiques et des outils culturels et muséaux qui encouragent les bonnes pratiques, en intégrant les principes locaux et régionaux, conformément à l'Agenda 2030.
7. Que le leadership novateur et la gouvernance collaborative sont essentiels pour surmonter les contraintes structurelles et garantir l'existence et la pérennité de ces institutions.
8. Que l'autogestion et la participation communautaire sont des éléments essentiels pour renforcer la gestion muséologique et maintenir la confiance du public et des parties prenantes.
9. Que la formation continue et la professionnalisation des travailleurs des musées, encouragées par la gouvernance, sont essentielles pour renforcer la gestion institutionnelle, dignifier le travail du personnel et garantir l'impact social et culturel de ces institutions.
10. Que la grande diversité des contextes et des défis liés à la gestion du patrimoine nécessite des solutions éthiques et adaptées qui respectent les dynamiques locales, valorisent les savoirs ancestraux et communautaires et favorisent l'inclusion.
11. Que les musées d'Amérique latine et des Caraïbes sont confrontés à des défis communs qui ont favorisé le développement de stratégies créatives et innovantes, lesquelles devraient être partagées au profit de toute la région.

12. Que les musées jouent un rôle clé dans l'économie, non seulement en raison de leur valeur intrinsèque, mais aussi en raison de leur capacité à stimuler des dynamiques et des expériences créatives et sociales.
13. Que le rôle crucial de l'ICOM au niveau mondial, en tant que promoteur de normes internationales en matière de gestion muséologique, apporte un soutien spécialisé et promeut des principes éthiques qui guident la pratique muséologique.

Nous suggérons les recommandations suivantes, issues des considérants, qui visent à promouvoir une gestion muséologique efficace et à consolider les musées en tant que gardiens du patrimoine et agents de transformation sociale au ^{xx}^e siècle, en garantissant leur durabilité et leur développement dans un contexte dynamique et difficile.

RECOMMANDATIONS

1. Renforcer le rôle des musées dans la société : promouvoir des plans, des programmes et des projets stratégiques de sensibilisation à la valeur des musées en tant qu'espaces de connaissance, d'éducation, de préservation du patrimoine et de transformation sociale.
2. Promouvoir la reconnaissance des travailleurs des musées : reconnaître les métiers liés au domaine muséal et intensifier les conditions de travail dignes et stables pour les travailleurs du secteur.
3. Promouvoir des politiques culturelles claires, efficaces et orientées : proposer des politiques culturelles et muséales contextualisées, participatives et adaptables qui orientent le développement des musées, en garantissant leur stabilité, leur pérennité et l'équilibre de leur gestion face aux changements politiques et gouvernementaux. Ces politiques doivent soutenir l'autonomie technique et discursive des institutions, atténuer les effets de l'instabilité politique et de la pénurie de

ressources, ainsi que des changements environnementaux, sociaux et économiques, et établir la responsabilité des États dans la préservation de la diversité culturelle, du patrimoine et de la construction de la mémoire.

4. Renforcer et innover les stratégies durables des musées : renforcer les stratégies durables au sein des musées par des mesures contextualisées et innovantes, avec une diversification des sources de financement et la création de réseaux de collaboration régionaux.
5. Promouvoir la transparence dans la gestion : mettre en place des mécanismes d'accès à l'information, de reddition de comptes et de communication claire et efficace afin de renforcer la confiance des différents publics et partenaires des institutions muséales. Il convient de garantir une gestion éthique, transparente et accessible afin d'assurer la pertinence sociale des musées.
6. Promouvoir la gestion muséologique régionale conformément à l'Agenda 2030 à l'aide d'outils pratiques : élaborer des guides et des ressources pour orienter la gestion et le développement des musées, ainsi que leur réponse à des situations critiques, telles que les catastrophes naturelles, les conflits politiques, l'extrême pauvreté, les soulèvements sociaux, entre autres. De même, garantir des politiques et des pratiques qui favorisent, d'un point de vue local, les ODD, en particulier ceux liés à l'éducation de qualité, aux villes et communautés durables, à l'inclusion et à la promotion d'une culture de la paix.
7. Promouvoir les alliances stratégiques et le leadership innovant : établir et renforcer les alliances multilatérales entre les musées, les peuples, les communautés locales, les gouvernements et les organisations non gouvernementales afin d'améliorer la gestion muséologique, de surmonter les contraintes financières et structurelles et de favoriser la durabilité de ces institutions. De même, il convient de promouvoir

le leadership social et innovant en associant les dirigeants locaux et régionaux aux discussions internationales et à l'échange de bonnes pratiques.

8. Encourager l'autogestion socialement responsable : développer des stratégies innovantes et durables qui dynamisent l'offre de services du musée à la communauté, telles que des boutiques, des événements culturels, des visites thématiques, des campagnes de collecte de fonds, entre autres, sur la base de la responsabilité sociale, de la transparence opérationnelle et la participation communautaire. Ces stratégies améliorent la gestion muséologique, garantissent la viabilité financière, renforcent le lien avec des publics diversifiés et maintiennent l'intégrité institutionnelle, ce qui génère la confiance des parties concernées et de la société.
9. Promouvoir la formation, la mise à jour des connaissances et la professionnalisation des employés des musées à partir de la gouvernance : il est essentiel que les musées intègrent des programmes de formation dans leur gestion dans le cadre d'un processus global et continu destiné à tous les membres de l'institution. L'investissement dans la formation et la mise à jour des connaissances vise à promouvoir la professionnalisation, entendue non seulement comme l'acquisition de nouvelles connaissances techniques et compétences, mais aussi comme un moyen pour les équipes du musée de remplir leurs fonctions de manière efficace. Cette pratique contribue également à la reconnaissance et à la valorisation du travail du personnel du musée. En adoptant cette approche, les espaces muséaux pourront améliorer leur gestion, enrichir l'expérience des visiteurs et renforcer leurs équipes afin de générer des interactions significatives et transformatrices qui auront un impact positif sur leurs communautés.

10. Renforcer la participation active des communautés à la gestion muséologique : promouvoir des stratégies de gouvernance collaborative et co-créative à travers des mécanismes contraignants et de représentation qui associent les communautés locales à toutes les étapes du travail muséologique, du diagnostic et de la planification à la mise en œuvre créative et à l'évaluation. Cela garantit que les musées soient des espaces accessibles, dynamiques, participatifs, représentatifs et protagonistes, tout en permettant de valoriser et de rendre visibles les savoirs ancestraux et communautaires dans le cadre de la diversité culturelle d'un territoire, de renforcer le sentiment d'appartenance et de consolider les communautés en tant que protagonistes dans la construction et la préservation de leur patrimoine culturel.
11. Rendre visible la muséologie locale et régionale : développer des stratégies pour sensibiliser, communiquer, promouvoir, protéger et diffuser les initiatives créatives et innovantes qui ont vu le jour en réponse aux défis muséologiques de la région ; faciliter l'échange de bonnes pratiques et l'apprentissage collectif, et garantir la protection de ces savoirs et innovations en tant que valeurs culturelles propres. Cela permettra d'accroître la pertinence et la visibilité des musées aux niveaux local, régional et international, et de renforcer leur rôle au sein d'un écosystème culturel dynamique et en constante évolution.
12. Rendre visible le rôle essentiel des musées dans l'économie créative : reconnaître que les musées stimulent les industries créatives, diversifient l'offre culturelle, encouragent le tourisme et favorisent le développement économique local. Afin d'exploiter pleinement le potentiel de cette économie et de garantir une répartition équitable de ses bénéfices, la coopération entre les musées, les gouvernements, les entreprises et la société civile est fondamentale.

13. Renforcer le leadership stratégique de l'ICOM : promouvoir l'ICOM en tant que pivot entre les musées, les gouvernements et la société civile, faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de normes internationales adaptées aux contextes locaux et promouvoir leur incidence sur l'élaboration collaborative des politiques publiques en matière de culture, de patrimoine et de musées.

Durabilité : musées, environnements proches et lien avec l'Agenda 2030 pour le développement durable

La pérennité des musées d'Amérique latine et des Caraïbes est un pilier fondamental pour garantir leur pertinence sociale et leur viabilité au ^{xxi}e siècle. Dans ce contexte, leur lien avec l'Agenda 2030 est essentiel pour renforcer la relation avec les communautés et les environnements proches, encourager la participation citoyenne, l'inclusion, la diversité, la justice culturelle et la coresponsabilité sociale et environnementale au niveau local. Dans ce contexte, le musée peut se réaffirmer comme un espace affectif, un lieu de rencontre sûr où se construisent des liens d'identité, de mémoire et d'appartenance. Cette perspective permet aux musées de promouvoir dans leurs actions l'équité, l'éducation de qualité, la culture de la paix, la transformation numérique, le bien-être et le bien-vivre¹. Tout cela serait renforcé par des collaborations muséales plus solides dans la région, facilitant l'échange de ressources et de connaissances, ainsi que la création de projets communs reflétant les diversités et les histoires partagées.

1 Le « bien vivre », ou *sumak kawsay* en kichwa, est un concept philosophique, politique et culturel qui représente une autre façon d'appréhender le développement, axée sur l'harmonie avec la nature, la communauté et la diversité culturelle, par opposition au modèle économique capitaliste traditionnel.

CONSIDÉRANT

1. Que les musées sont des institutions fondamentales pour la préservation du patrimoine, la mémoire collective et la promotion des identités diverses, et qu'ils jouent un rôle clé dans l'éducation et la transformation sociale, ainsi que dans la célébration et la promotion de la diversité culturelle comme source de richesse.
2. Que la durabilité des musées dépend de leur capacité à intégrer des principes éthiques, à garantir la participation active et significative des communautés à la gestion du patrimoine, et à promouvoir l'inclusion, l'engagement citoyen et la pertinence sociale.
3. Que l'Agenda 2030 offre un cadre global pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux, et que les musées, en tant qu'acteurs du changement coresponsables, peuvent contribuer à sa mise en œuvre au niveau local.
4. Que les musées, en tant qu'espaces de mémoire et de rencontre, ont le potentiel de contribuer au bien-être, au bon vivre et à la construction d'une culture de paix et de dialogue permanent.
5. Que l'équité, l'inclusion, l'accessibilité et la justice culturelle sont des piliers fondamentaux pour que les musées remplissent leur mission d'espaces ouverts et démocratiques.
6. Que l'échange de bonnes pratiques en matière de durabilité et le partage d'apprentissages entre les musées sont essentiels pour renforcer la muséologie régionale.
7. Que la transformation numérique offre des opportunités pour améliorer l'accessibilité et l'expérience muséale, mais qu'elle pose également des défis éthiques, juridiques et environnementaux, et nécessite une approche équilibrée qui tienne compte des écarts technologiques et générationnels.

8. Que l'éducation du xxi^e siècle exige des approches innovantes qui renforcent les compétences cognitives, sociales et créatives.
9. Que l'empathie et l'affectivité favorisent la confiance entre le musée, ses employés, son environnement immédiat et la communauté qui y est liée.

Nous suggérons les recommandations suivantes, issues des considérants, qui visent à souligner le rôle des musées en tant qu'agents de transformation sociale, d'équité et de dialogue, engagés dans la construction de sociétés plus justes, inclusives et durables dans un contexte de changement permanent.

RECOMMANDATIONS

1. Promouvoir la diversité culturelle et les approches discursives inclusives : en tant qu'espaces clés pour la préservation du patrimoine, de la mémoire collective et de l'éducation, les musées doivent renouveler leurs approches discursives afin de rendre visible et de célébrer la diversité culturelle. Cela implique d'intégrer des perspectives historiques et culturelles larges, critiques et inclusives, et suppose de donner une voix et une visibilité aux groupes traditionnellement marginalisés, tels que ceux qui sont victimes de discrimination en raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre (femmes, hommes, personnes non binaires, communauté LGBTIQ+) ; en raison de leur âge (enfants, adolescents, jeunes et personnes âgées) ; en raison de leur origine ethnique et de leur race (peuples autochtones et communautés traditionnelles, personnes d'ascendance africaine, minorités religieuses, peuples nomades ou exclus en raison de leur caste) ; en raison d'un handicap (physique, sensoriel, intellectuel ou psychosocial) ; en raison de la migration et du déplacement

(réfugiés, migrants économiques, apatrides et demandeurs d'asile) ; par situation socio-économique (personnes en situation d'extrême pauvreté, travailleurs informels et sans-abri) ; et autres vulnérabilités (personnes privées de liberté, victimes de conflits armés, malades chroniques, victimes de la traite et concept élargi de la famille, entre autres). Il est également nécessaire de développer des programmes, des activités et des processus de co-création qui favorisent de nouvelles approches discursives muséologiques, guidées par l'interculturalité, l'antiracisme et le dépassement de l'ethnocentrisme. De cette manière, les musées renforcent leur rôle dans la transformation sociale et dans la reconnaissance de la diversité comme source de compréhension entre les peuples.

2. Faciliter la participation communautaire, le dialogue interculturel éthique et l'écoute active : garantir, à partir d'un engagement éthique, la participation active des communautés à la prise de décision, à la planification et à l'exécution de projets muséologiques, y compris les processus de conservation et la revitalisation des langues et des savoirs des groupes traditionnellement marginalisés. Ceci dans le but de renforcer le dialogue interculturel, d'assurer la pertinence des musées dans leur contexte et de les consolider en tant qu'espaces de cohésion sociale, capables de s'adapter aux besoins et aux dynamiques changeantes de leur environnement et de garantir leur impact dans la construction d'une citoyenneté critique et engagée envers son patrimoine.
3. Encourager la coresponsabilité sociale et environnementale dans les musées : les musées, en tant qu'acteurs clés de la transformation sociale, doivent promouvoir l'Agenda 2030 dans leur gestion à l'aide de politiques durables, d'une éducation critique, de technologies accessibles et d'une utilisation consciente des ressources. Ils pourront ainsi garantir leur contribution effective à la justice sociale, à l'équité

et à la préservation de l'environnement grâce à une approche universelle et coresponsable. Pour cela, il est essentiel de promouvoir des programmes éducatifs, des initiatives d'inclusion et des projets communautaires.

4. Promouvoir le bien-être et le bien-vivre, le dialogue et la culture de la paix : faire des musées des espaces sûrs pour la réflexion, le dialogue, la promotion de la santé mentale, du bien-être et du bien-vivre, en abordant des thèmes complexes tels que les conflits sociaux, les processus historiques et les défis contemporains dans une perspective interdisciplinaire. Ainsi, avec le soutien de spécialistes et de la médiation culturelle, les musées peuvent promouvoir la compréhension critique, l'empathie collective et le renforcement de la santé mentale dans deux domaines principaux : au sein de leurs équipes, en favorisant des conditions de travail dignes et des politiques institutionnelles qui améliorent la qualité de vie des travailleurs des musées, et dans les communautés qui participent à la vie du musée.
5. Développer des stratégies pour l'équité, l'inclusion, l'accessibilité et la justice culturelle : Afin de remplir leur mission en tant qu'espaces ouverts et démocratiques, les musées doivent concrétiser leur engagement en faveur de l'équité, de l'inclusion et de l'accessibilité par des actions concrètes. Il est recommandé d'élargir leur portée grâce à des réseaux collaboratifs et d'encourager les processus de co-création avec les groupes traditionnellement marginalisés afin de garantir leur participation active. Parallèlement, il est nécessaire de mettre en œuvre des actions d'accessibilité universelle qui englobent les dimensions physiques, cognitives et numériques. Ces actions feront des musées des agents actifs de la justice culturelle, grâce à la reconnaissance et à la valorisation de la diversité en tant que patrimoine collectif des peuples, partie intégrante de la société.

6. Stimuler la collaboration muséale dans la région : mettre en place des mécanismes d'échange et de coopération entre les institutions muséales de la région. Il est proposé de créer une plateforme de collaboration régionale permettant de documenter, d'analyser et d'adapter les bonnes pratiques en tenant compte des particularités de chaque contexte local. Cette initiative devrait encourager l'apprentissage collectif, basé sur des expériences concrètes, afin que les musées puissent optimiser leurs ressources, surmonter des défis communs et avoir un impact significatif sur leurs communautés, renforçant ainsi l'écosystème culturel régional dans son ensemble.
7. Intégrer la transformation numérique de manière éthique, responsable, inclusive et durable : tirer parti des technologies numériques pour améliorer l'accessibilité et les expériences muséales, en les combinant avec des technologies analogiques et des méthodes traditionnelles afin de garantir un accès équitable. Cela implique de prendre en compte les fractures technologiques et générationnelles, ainsi que les impacts et les défis éthiques, juridiques et environnementaux, et d'intégrer des outils inclusifs afin d'élargir et de démocratiser la participation aux musées et l'accès au patrimoine.
8. Renforcer l'éducation de qualité : il est nécessaire de concevoir et de mettre en œuvre des programmes éducatifs qui encouragent la pensée critique, grâce à des méthodologies innovantes, participatives, interdisciplinaires et adaptables. Ces programmes doivent promouvoir les connaissances horizontales et renforcer les compétences cognitives, sociales et créatives afin de donner aux utilisateurs les moyens d'être les protagonistes de leur apprentissage, en accordant une attention particulière à l'inclusion et à la diversité des savoirs.
9. Considérer le musée comme un espace affectif : surmonter les barrières sociales, d'appartenance, de participation et d'accès au

patrimoine, grâce à la confiance, la tolérance et la réciprocité. Il s'agit d'aborder la vulnérabilité comme une opportunité pour favoriser les liens émotionnels qui stimulent la création de relations durables, basées sur le respect mutuel, la sécurité et le dialogue ouvert, et ainsi construire des « démarches partagées ». Cela permet de renforcer les liens et le sentiment d'appartenance entre le musée, le territoire et les communautés.

4. LIGNES D'ACTION

PILIER DU DÉVELOPPEMENT MUSÉOLOGIQUE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES.

Dans le cadre des discussions axées sur les dimensions de la gouvernance et de la durabilité, des tables rondes ont été organisées autour de cinq lignes d'action afin d'orienter l'ICOM LAC et les comités nationaux qui le composent. Ces lignes d'action sont basées sur la gouvernance, la durabilité, la formation muséologique avec une approche éthique, l'intégration régionale et la participation communautaire comme axes fondamentaux pour générer la stabilité et renforcer la pertinence des musées de la région en tant qu'agents de transformation sociale.

Gouvernance dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes

La gouvernance dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes est un axe prioritaire pour garantir la durabilité, l'autonomie et la pertinence de ces institutions au ^{xxi}e siècle. Les musées s'imposent comme des espaces de transformation sociale et culturelle qui contribuent au renforcement du secteur muséologique dans la région grâce à des politiques culturelles, patrimoniales et muséologiques contextualisées, participatives et adaptables. Il est indispensable que les musées favorisent l'accès démocratique à la culture, l'équité et la justice sociale, et qu'ils

encouragent la création d'alliances stratégiques. Au cours des tables rondes, quatre stratégies ont été identifiées dans le cadre de cette ligne d'action afin de renforcer les politiques muséales, de promouvoir l'équité et l'ordre juste, et de renforcer la collaboration entre les secteurs public, privé et communautaire.

1. Espaces de dialogue pour une gouvernance innovante :

- Établir des alliances stratégiques entre les secteurs public, privé et communautaire afin de faciliter la prise de décision dans des environnements divers, pluriels et complexes.
- Promouvoir la coopération entre les différents acteurs du secteur muséologique, en encourageant la transparence, le dialogue ouvert et la participation active des communautés.
- Renforcer l'autonomie et la viabilité financière des musées nécessite des modèles de gestion innovants qui encouragent le soutien public, privé et communautaire, et répondent aux défis sociaux, économiques et culturels du XXI^e siècle. Cette approche garantit leur viabilité à long terme, renforce leur mission sociale et préserve en même temps leur pertinence en tant qu'agents de transformation, sans compromettre leurs principes éthiques ni leur lien avec les communautés.

2. Co-crédation de politiques culturelles, patrimoniales et muséologiques basées sur des codes interculturels :

- Participer à la conception de politiques publiques axées sur le secteur muséal qui valorisent et promeuvent la diversité des pensées, des cultures, des croyances, des corporalités, des cosmovisions et des expériences interculturelles.

- Veiller à ce que ces politiques intègrent les principes et les approches d'équité, d'inclusion, d'accessibilité et de justice sociale afin de contribuer à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2030.
 - Promouvoir au sein des musées la création de politiques innovantes et durables, ainsi que la reformulation des politiques actuelles, en fonction des réalités, des contextes et des pratiques propres à l'Amérique latine et aux Caraïbes, afin de renforcer leur autonomie.
3. Musées pour l'équité et un ordre juste :
- Promouvoir activement l'équité et la justice dans les musées, en encourageant l'indépendance discursive à partir des différences et de la diversité.
 - Garantir que les musées soient des espaces inclusifs, accessibles et ouverts à tous, indépendamment de l'origine, des capacités ou de la situation économique. Ceux-ci doivent encourager la création d'un ordre juste, donner de la visibilité, de la reconnaissance et du respect tant aux identités qu'aux droits de toutes les communautés.
4. Réaliser une cartographie des partenaires engagés :
- Réaliser une collecte de données sur les institutions potentielles, locales et régionales, afin de promouvoir la durabilité dans les musées, en tenant compte de leur rôle en tant que gestionnaires de collections, employeurs responsables, consommateurs conscients et producteurs d'informations fiables.
 - Établir des collaborations avec des organisations non gouvernementales, des partenaires institutionnels, des alliés engagés, des groupes traditionnellement marginalisés et des entités

gouvernementales afin de travailler ensemble sur les quatre stratégies définies.

Durabilité dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes

La durabilité dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes est fondamentale pour garantir leur viabilité, leur pertinence future et leur contribution au développement durable dans le contexte actuel. Grâce à une réflexion critique, à la formation professionnelle et à l'intégration régionale fondée sur l'équité et l'inclusion, les musées s'affirment comme des agents de transformation sociale, culturelle et environnementale. Au cours des tables rondes, deux stratégies ont été identifiées dans cette optique, visant à renforcer ces aspects à partir d'une vision holistique de la durabilité qui formule des actions communes de renforcement et de développement du secteur muséal dans la région. Cette approche réaffirme le rôle du musée en tant que moteur de transformation et de préservation du patrimoine culturel et naturel de la région.

1. Les musées comme espaces de réflexion, de pensée critique et d'approche éthique :
 - Promouvoir la création d'espaces dans les musées qui encouragent la réflexion, le débat et la pensée critique sur des thèmes sociaux, environnementaux et culturels.
 - Encourager l'échange d'expériences et de bonnes pratiques locales et régionales, en particulier celles qui se sont déjà consolidées dans les musées traditionnels, ainsi que dans les musées communautaires, locaux, écomusées, entre autres initiatives dans la région.
 - Conceptualiser et produire des programmes muséaux abordant des thèmes liés à la durabilité.

2. Formation aux questions de développement durable :

- Conceptualiser et mettre en œuvre des diplômes, des cours et des ateliers de mise à jour sur des thèmes clés tels que l'équité, l'inclusion, le développement social, la protection de l'environnement, la durabilité, et promouvoir les bonnes pratiques, en construisant un cadre conceptuel et référentiel commun pour la région.
- Développer des programmes et des activités qui permettent aux communautés de relever les défis contemporains, tels que le changement climatique, les inégalités, la transformation culturelle, entre autres. Cela contribue au bien-être, au bon vivre, à la culture de la paix et au dialogue continu.
- Concevoir et mettre en œuvre des cours virtuels permettant d'aborder les défis actuels à l'échelle régionale et dans une perspective de durabilité.

Formation muséologique axée sur l'éthique

La formation muséologique est un élément essentiel et transversal pour garantir la durabilité et la professionnalisation des musées d'Amérique latine et des Caraïbes. Grâce à la formation continue, à la recherche appliquée et au développement de programmes innovants, les musées s'imposent comme des espaces dynamiques pour la génération de connaissances théoriques et pratiques. Au cours des tables rondes, trois stratégies ont été identifiées dans le cadre de cette ligne d'action afin de renforcer les compétences des équipes des musées et de répondre aux besoins de chaque institution.

1. Diagnostic regional :

- Réaliser un diagnostic régional afin d'identifier les besoins de formation de chaque contexte et de garantir que les programmes répondent aux réalités locales.

2. Formation continue et certification des employés de musée :

- Mettre en œuvre et promouvoir des programmes accessibles de formation continue en muséologie, qui incluent des aspects théoriques, pratiques, intégrés et virtuels axés sur les domaines fondamentaux du musée et sur des thèmes de gestion tels que le leadership et l'administration. Ces programmes s'adresseraient aux employés des musées et des institutions patrimoniales de la région. Ces initiatives doivent prévoir des certifications, des diplômes techniques et des diplômes universitaires, dans le but de promouvoir et de garantir la professionnalisation du secteur, en particulier dans les pays où il n'existe pas d'offres de formation. Un corps enseignant venant du milieu universitaire, professionnel et non formel pourrait être mis en place pour promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.
- Encourager les échanges de personnel entre les musées de la région, ainsi que les programmes de stages et de volontariat, dans le but de renforcer la formation pratique et l'échange de connaissances.

3. Groupe de travail pour la formation ICOM LAC :

- Créer un groupe de travail à vocation éthique pour la formation muséologique au sein de l'ICOM LAC, composé de membres des comités nationaux, dont l'objectif serait de concevoir et de développer des programmes de formation et de mise à jour pour les travailleurs en service dans la région, en accord avec les dimensions sociales (équité, justice sociale et intégration), économiques (économie durable et consommation responsable),

environnementales (réduction de l'impact écologique et protection de la biodiversité) et culturelles, entre autres.

Intégration régionale dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes

L'intégration régionale est essentielle pour renforcer la collaboration, le développement et la durabilité du secteur muséologique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour cela, il est nécessaire de créer des réseaux de coopération entre les pays et de promouvoir des alliances stratégiques permettant d'aborder les défis communs de manière coordonnée. La diffusion éthique des bonnes pratiques muséologiques peut contribuer à la consolidation d'une muséologie régionale, fondée sur l'échange de connaissances et d'expériences. Au cours des tables rondes, trois stratégies ont été identifiées dans cette ligne d'action afin de consolider un écosystème muséal plus cohésif, innovant et représentatif de la diversité culturelle.

1. Création de réseaux de collaboration :
 - Établir des réseaux de collaboration entre les musées, les comités nationaux de l'ICOM et les organisations culturelles de la région afin de partager les ressources, les connaissances et les bonnes pratiques.
 - Il est essentiel de reconnaître les régions bioculturelles et les écosystèmes environnementaux communs — l'Amazonie, les Andes, les îles des Caraïbes, la Patagonie, les savanes inondables, les forêts tropicales, les mangroves, les landes et autres territoires — comme des entités qui transcendent les frontières géopolitiques afin de promouvoir des initiatives respectueuses de l'environnement, du patrimoine et de la diversité culturelle. Cette approche permet de développer des projets intégrés, durables, collaboratifs

et adaptés aux dynamiques propres à chaque groupe ou territoire, ce qui renforce le lien entre les communautés, leur patrimoine et leur environnement.

2. Construire des mémoires communes à partir des musées :

- Travailler sur une approche qui promeut les savoirs et les épistémologies locales afin de réduire les perspectives issues du colonialisme ou de l'eurocentrisme. Cette approche doit aborder de manière critique les histoires communes d'exploitation, de résistance, de discrimination, de diversité, d'échanges culturels, entre autres, à partir des contextes locaux et régionaux.
- Promouvoir des approches discursives inclusives et des identités régionales plus solides et interconnectées qui reconnaissent les processus historiques et culturels entremêlés de la région, tels que la colonisation, les mouvements migratoires, les diasporas, les conflits sociaux et les crises écologiques, entre autres.
- Résister à la fragmentation qui dévalorise la diversité de la région, par des actions muséologiques qui contrebalancent les discours nationalistes, racistes ou exclusifs. Promouvoir plutôt des récits qui mettent l'accent sur les points communs : luttes et cohésions sociales, expressions culturelles hybrides, écosystèmes et environnement, entre autres.
- Favoriser des projets collaboratifs de recherche et d'éducation qui révèlent les histoires interconnectées de l'Amérique latine et des Caraïbes à travers des expositions, la consolidation d'archives numériques régionales et la formation à des approches décoloniales, anticoloniales et postcoloniales, entre autres, dans le but de transformer les musées en agents d'intégration culturelle, locale et régionale.

3. Visibilité des bonnes pratiques régionales :

- Promouvoir la visibilité des bonnes pratiques dans la région grâce à des publications, des conférences et des plateformes numériques, afin de renforcer le positionnement de la muséologie du Sud et du Sud global au niveau mondial.
- Stimuler la participation active des travailleurs des musées et autres professionnels de la région à des événements et congrès internationaux, en veillant à ce que leurs voix et leurs points de vue soient entendus et valorisés.

Participation active des communautés dans les musées d'Amérique latine et des Caraïbes

La participation communautaire est essentielle pour garantir la transformation sociale, la pertinence et la durabilité des musées d'Amérique latine et des Caraïbes. L'intégration active de groupes traditionnellement marginalisés permet aux musées de se consolider en tant qu'espaces vivants de dialogue, de résistance et de création collective. Pour cela, il est nécessaire d'évoluer vers des modèles de cogestion éthiques, dans lesquels les communautés participent de manière proactive à la prise de décision, à la mise en œuvre d'actions et à l'offre de programmes. Ces scénarios doivent refléter les voix, les souvenirs et les aspirations des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes. Au cours des tables rondes, quatre stratégies ont été identifiées dans le cadre de cette ligne d'action afin de renforcer l'inclusion, la diversité culturelle et la relation entre les musées et leurs publics.

1. Participation sociale à la gestion du musée :
 - Mettre en place des mécanismes d'écoute et de dialogue continu avec les communautés afin d'adapter les musées aux changements sociaux et aux besoins émergents.
 - Encourager la participation active des communautés à la gestion des musées, afin qu'elles fassent partie intégrante de ces espaces et contribuent à leur durabilité.
2. Programmes centrés sur différents publics :
 - Développer des programmes publics destinés à des groupes spécifiques, en répondant à leurs besoins et à leurs demandes et en reconnaissant leur contribution à la société.
 - S'engager dans des programmes qui impliquent les enfants, les adolescents et les jeunes en tant qu'acteurs actifs du musée, gardiens coresponsables de leur patrimoine et ponts pour relier leurs familles et leurs communautés. Cela permet également aux musées de développer des programmes de prévention dans des contextes vulnérables.
 - Promouvoir des actions axées sur différentes générations, leur diversité et la construction collective de mémoires afin de renforcer le tissu social et le développement communautaire.
3. Interculturalité :
 - Encourager l'interculturalité, en tenant compte du fait que les musées sont des acteurs fondamentaux dans la promotion et la sauvegarde de la diversité culturelle sur leur territoire, conformément aux déclarations et conventions internationales. Cette action favorise le pluralisme culturel dans les musées afin de reconnaître et de préserver les mémoires, les traditions et les éléments

patrimoniaux qui identifient les communautés, en particulier les groupes traditionnellement marginalisés. En agissant de la sorte, les musées encouragent une coexistence stable et favorisent un dialogue authentique entre différentes perspectives culturelles.

- Transformer les musées en espaces sûrs et en ponts entre les acteurs des communautés afin de renforcer leur rôle d'agents de transformation sur leur territoire et d'intégrer les visions, les savoirs, les mémoires, les luttes sociales et les besoins des acteurs locaux eux-mêmes.

4. Inclusion et accessibilité :

- Concevoir, mettre en place et socialiser, à partir des communautés et avec elles, des actions, des programmes et des initiatives inclusifs, accessibles et innovants dans les domaines de l'éducation, de l'exposition et de la recherche, entre autres, qui répondent aux besoins des groupes traditionnellement marginalisés. Ces initiatives doivent encourager la participation active, la co-crédation de projets et la consolidation de bonnes pratiques qui renforcent le sentiment d'appartenance afin de transformer les musées en espaces de réparation, de guérison symbolique et de production collective de connaissances.
- Intégrer les différentes perspectives culturelles des peuples autochtones et des communautés traditionnelles dans les interprétations décoloniales, anticoloniales et postcoloniales des musées dans leurs collections et leurs récits, afin de générer un dialogue entre les récits académiques traditionnels et d'autres récits et de les intégrer dans les actions de conservation et de restauration.

5. APPROCHES DES DÉFIS TRANSVERSAUX

Otre les thèmes abordés précédemment, Re-connexions a permis d'identifier d'autres défis transversaux qui nécessitent des réponses innovantes, collaboratives et contextualisées. Les musées d'Amérique latine et des Caraïbes sont confrontés à des défis contemporains, tels que le changement climatique, la fracture numérique et les conflits sociaux, entre autres, qui affectent leur fonctionnement et leur durabilité, mais qui ouvrent des opportunités pour leur consolidation en tant qu'agents du changement social, culturel et environnemental. Aborder ces défis fondamentaux à partir d'approches adaptées à la réalité régionale et en dialogue avec les communautés permettra de renforcer la pertinence des musées et de consolider le secteur muséal en tant que promoteur de sociétés plus justes, inclusives et résilientes.

Musées et changement climatique : risques, atténuation et adaptation

Le changement climatique et la perte de biodiversité constituent de graves menaces pour le patrimoine d'Amérique latine et des Caraïbes. En tant que gardiens, les musées favorisent la connaissance de ces réalités et jouent un rôle fondamental dans l'atténuation, l'adaptation et la création de protocoles pour faire face à ces effets avec les communautés.

Cependant, les musées sont confrontés à des risques environnementaux croissants, tels que les inondations, les ouragans, les sécheresses et autres phénomènes extrêmes, qui menacent leurs collections et leurs équipements en raison de la fragilité des infrastructures et de la mauvaise utilisation des ressources environnementales. En outre, le manque de ressources financières et technologiques rend difficile la mise en œuvre de mesures de prévention, telles que des plans actualisés de gestion des urgences et des risques patrimoniaux, nécessaires face aux nouvelles catastrophes liées au changement climatique. Il est urgent de sensibiliser davantage à leur impact sur le patrimoine afin de renforcer les réponses efficaces et durables.

Musées et fracture numérique : transformation et accès aux technologies numériques

La transformation numérique, y compris l'intelligence artificielle, offre aux musées d'Amérique latine et des Caraïbes une occasion précieuse de moderniser leurs pratiques muséologiques, d'élargir leur portée et de diversifier leurs modes d'interaction avec le public. Cependant, elle pose également d'importants défis sur le plan éthique, liés à l'accès et à l'utilisation consciente de ces technologies, à l'équité, aux droits culturels et à la préservation du patrimoine numérique. Parmi ces défis figurent la fracture numérique persistante dans la région et le manque de formation à la gestion, à l'utilisation et à la maintenance des outils numériques. Il convient également de prendre en compte les risques liés à l'obsolescence technologique et à la perte ou à l'utilisation irresponsable d'informations, que ce soit par des tiers ou grâce à de modèles d'analyse de données, sans la reconnaissance appropriée des droits culturels. Toutes ces situations compromettent actuellement la conservation et la diffusion adéquates de la diversité culturelle régionale.

Musées et conflits sociaux : promotion de la paix, du dialogue et de la réconciliation

Dans des contextes marqués par la violence, les inégalités et les conflits politiques, les musées d'Amérique latine et des Caraïbes ont pour mission d'être des plateformes de dialogue, de réflexion et de construction de la paix, de la réconciliation et de la justice sociale. Cependant, assumer cet engagement implique de faire face à une polarisation politique et sociale difficile, qui rend difficile l'abordage de sujets sensibles tels que les dictatures, le populisme, la pauvreté, le trafic de stupéfiants, les conflits armés, la violence, la discrimination, entre autres. Dans ce contexte, il convient de souligner l'exclusion persistante des groupes traditionnellement marginalisés dans les processus muséologiques, la polarisation sociale qui rend difficile l'abordage de sujets sensibles, ainsi que la disponibilité limitée des ressources financières et humaines pour développer des plans, des programmes et des projets orientés vers la transformation sociale. Il est essentiel de surmonter ces obstacles pour que les musées deviennent des véritables espaces de dialogue, de promotion de la paix, de mémoire et de réparation symbolique, et de construction d'un avenir plus juste.





II

**Déclaration de l'ICOM LAC 2025.
Musées, gouvernance et durabilité
en Amérique latine et dans
les Caraïbes.**

DUBAÏ 2025

DÉCLARATION DE L'ICOM LAC 2025 : MUSÉES, GOUVERNANCE ET DURABILITÉ EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES DUBAÏ, 2025

La Déclaration de l'ICOM LAC 2025 : Musées, gouvernance et durabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes représente un engagement collectif visant à renforcer le secteur muséal régional, sur la base des principes de gouvernance collaborative, des valeurs éthiques, de la durabilité, de la diplomatie culturelle, de l'inclusion sociale et de l'interculturalité. Face aux grands défis sociaux, culturels et environnementaux, nous réaffirmons que les musées de la région ont un potentiel unique pour devenir des agents de transformation sociale et culturelle, en articulant les mémoires, les savoirs et les actions afin de construire des sociétés plus justes, plus résilientes et plus diversifiées.

La présente déclaration est un instrument visant à consolider un espace muséologique latino-américain et caribéen intégré, durable et garant des droits culturels. Elle s'appuie sur les « Résultats Re-connexions. Rencontre régionale de l'Alliance ICOM LAC : Les musées en route vers Dubaï 2025 », et elle est le fruit de dialogues et de réflexions collectives entre les présidents et représentants des comités nationaux d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à Santiago du Chili du 21 au 24 octobre 2024. Cette déclaration constitue une étape cruciale dans la muséologie en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui cherchera à se projeter à l'échelle mondiale lors de la 27e Conférence générale de l'ICOM qui se

tiendra à Dubaï en novembre 2025, sous le slogan de la Journée internationale des musées 2025 : « L'avenir des musées dans des communautés en constante évolution ».

Afin de concrétiser ces principes, la Déclaration sera mise en œuvre à travers cinq axes d'action prioritaires pour l'ICOM LAC: 1) Gouvernance, 2) Durabilité, 3) Formation muséologique axée sur l'éthique, 4) Intégration régionale et 5) Participation communautaire. Ces axes guideront l'élaboration de stratégies concrètes, telles que la création de réseaux de collaboration et de formation transfrontaliers, la promotion d'approches décoloniales et durables, le diagnostic régional des besoins et des processus d'écoute constants, et la mise en place de mécanismes contraignants de co-crédation avec les communautés et les environnements proches. Les stratégies visent à générer des politiques culturelles et muséales revendicatives et réparatrices, qui projettent un avenir plus équilibré, juste et équitable dans le dialogue mondial.

Les principaux objectifs de la Déclaration sont d'orienter les politiques muséales vers un modèle contextualisé, participatif et durable, en accord avec l'Agenda 2030 pour le développement durable et les défis contemporains, et de renforcer le rôle de l'ICOM en tant que coordinateur de normes internationales adaptées aux contextes locaux.

Considérants

1. Les musées sont des institutions dont la mission fondamentale est de préserver le patrimoine, de renforcer la mémoire collective et de promouvoir une éducation de qualité. Ils jouent également un rôle décisif dans la reconnaissance des identités diverses et dans la transformation sociale. Leur impact est étroitement lié à leur engagement en faveur de ces objectifs, grâce à une gouvernance participative, une gestion éthique, le travail professionnel de leurs équipes et la

présence active de leurs communautés. En Amérique latine et dans les Caraïbes, cette responsabilité est renforcée par des conventions internationales contraignantes, des traités régionaux et des directives éthiques qui obligent les États et les institutions muséales à garantir la protection du patrimoine, la diversité culturelle et la durabilité.

2. L'Amérique latine et les Caraïbes sont confrontées à des défis contemporains complexes, tels que la transformation numérique, le changement climatique, la fragilité démocratique et politique, la répartition inéquitable des ressources et les transformations sociales, économiques et environnementales rapides. Ces défis exigent une gouvernance muséologique solide, collaborative et adaptative, fondée sur la transparence, la participation et les partenariats multilatéraux. Cependant, les musées de la région, en particulier ceux qui dépendent des budgets publics, sont confrontés à une vulnérabilité structurelle et managériale en raison de leur dépendance financière et politique. Cette réalité expose les musées à des risques tels que l'instabilité gouvernementale, la précarité de l'emploi, le manque de ressources et l'autogestion limitée, qui compromettent leur autonomie et contredisent les principes de gouvernance promus par l'ICOM. Ces défis exigent des musées qu'ils mettent en œuvre des stratégies d'adaptation, d'accessibilité universelle et de participation, conformément aux objectifs et aux engagements locaux, régionaux, nationaux et internationaux, afin de garantir la protection de la diversité et de l'environnement. Face à cette réalité, les musées, en tant qu'agents du changement, doivent jouer un rôle de premier plan dans la promotion de solutions innovantes et adaptées qui contribuent à faire face aux crises mondiales.
3. La participation active et significative des peuples et des communautés, en particulier des groupes traditionnellement marginalisés, est

un impératif éthique et un pilier fondamental pour garantir la pertinence, la légitimité et la durabilité des musées en tant qu'espaces de dialogue interculturel, de co-création et de sauvegarde du patrimoine. Pour cela, il est nécessaire de reconnaître, de protéger et de transmettre leurs savoirs, leurs mémoires, leurs innovations et leurs droits culturels en tant qu'éléments essentiels et indispensables à une pratique muséologique éthique, inclusive et transformatrice. Les musées doivent se conformer aux normes en matière de droits humains qui exigent la participation équitable des communautés à la gestion, à l'interprétation et à la prise de décision. Ce n'est qu'ainsi que les musées pourront devenir de véritables plateformes démocratisantes, garantes des principes d'accessibilité universelle, capables de remettre en question l'ordre hégémonique du savoir et de promouvoir la culture, le patrimoine, la justice sociale et la culture de la paix.

4. Que l'intégration régionale constitue une stratégie clé pour renforcer la résilience du secteur muséologique en Amérique latine et dans les Caraïbes et pour rendre visible la muséologie locale et régionale, grâce à des réseaux de collaboration transfrontaliers qui promeuvent les savoirs et les épistémologies locales, les approches décoloniales, anticoloniales et postcoloniales, ainsi que l'échange éthique et systématique de bonnes pratiques. Cette intégration favorise la coopération technique, la mobilité professionnelle et la formulation de politiques muséologiques innovantes, ce qui favorise la création de stratégies communes de protection du patrimoine et renforce la capacité des musées à agir en tant qu'agents de transformation sociale et culturelle face aux défis communs de la région.
5. Une formation muséologique spécialisée, continue et accessible constitue la base indispensable pour garantir la pertinence sociale, la durabilité institutionnelle et l'impact transformateur des musées

d'Amérique latine et des Caraïbes dans le contexte du xxi^e siècle. Il est urgent de promouvoir des processus de professionnalisation axés sur l'éthique et le contexte, accompagnés de pratiques institutionnelles innovantes qui garantissent l'équité et valorisent les connaissances et les métiers des équipes qui travaillent dans et avec les musées, les institutions patrimoniales et d'autres institutions similaires. Une formation muséologique éthique, critique et adaptable, en dialogue permanent avec les défis sociaux, culturels et environnementaux de la région, permettra aux musées d'élargir leur fonction traditionnelle et d'assumer un rôle de chef de file en tant qu'agents du changement social, articulateurs de résistances et espaces démocratisants du patrimoine et de la mémoire collective.

Déclarations finales

1. Les musées d'Amérique latine et des Caraïbes, en tant qu'institutions fondamentales pour la préservation du patrimoine, la construction de la mémoire collective, la promotion d'une éducation de qualité, l'économie, les industries créatives et la transformation sociale, doivent se consolider en tant qu'espaces de gouvernance transparente, participative et éthique, engagés envers leurs communautés, avec une autonomie de gestion, une transparence administrative et des modèles durables qui consolident le soutien public, privé et communautaire. Pour cela, il est nécessaire de promouvoir des politiques culturelles, tant au niveau de l'État que des institutions, ainsi que des cadres réglementaires fondés sur la participation démocratique, les codes interculturels et la reconnaissance de la diversité des pensées, des langues, des croyances, des territoires et des visions du monde. L'objectif est également de promouvoir un ordre juste et équitable dans les musées, de garantir l'indépendance discursive à partir des différences et

de la diversité, et d'établir des alliances stratégiques entre les secteurs public, privé et communautaire, qui favorisent le développement durable dans des contextes pluriels. Cette gouvernance transparente, collaborative et indépendante garantira la durabilité, la participation et l'autonomie institutionnelle, et respectera les conventions internationales et régionales qui protègent le patrimoine et la diversité culturelle, réaffirmant ainsi le rôle transformateur des musées dans la société.

2. Face aux défis complexes auxquels sont confrontés aujourd'hui l'Amérique latine et les Caraïbes, tels que la transformation numérique, le changement climatique, la fragilité démocratique et politique, la répartition inéquitable des ressources et les profondes transformations sociales et environnementales, les musées doivent réaffirmer leur rôle d'espaces inclusifs, accessibles et équitables, promoteurs de la diversité culturelle et du bien-être collectif. Pour ce faire, il est essentiel de promouvoir des actions locales qui favorisent les objectifs de développement durable (ODD) et encouragent une gouvernance muséologique solide, éthique, collaborative, adaptative et fondée sur la transparence, l'inclusion et la construction d'alliances multilatérales. Face aux urgences mondiales identifiées comme des défis transversaux, les musées sont appelés à agir pour atténuer les risques, tant patrimoniaux qu'environnementaux, à aborder de manière éthique la fracture numérique afin de garantir l'équité dans l'accès, et à se consolider en tant qu'espaces de dialogue et de réparation face aux conflits sociaux. Il est donc prioritaire d'intégrer les approches décoloniales, de justice environnementale, d'égalité des sexes et d'accessibilité universelle dans toutes les dimensions de la gestion muséologique, ainsi que dans l'enregistrement, la conservation, la communication, l'éducation et la participation, afin de surmonter les vulnérabilités

structurelles, la dépendance financière et la précarité de l'emploi qui compromettent leur autonomie institutionnelle et leur durabilité. Dans ce contexte, les musées d'Amérique latine et des Caraïbes doivent promouvoir des solutions innovantes et contextualisées, et renforcer leur engagement en faveur de la durabilité intégrale, du renforcement des liens communautaires et territoriaux, du bien-être collectif et de la création d'espaces de réflexion critique sur les crises sociales, culturelles et environnementales. Cette position, en accord avec la mission transformatrice des musées, intègre les dimensions locale et mondiale afin de contribuer au développement de sociétés plus justes, plus équitables, plus durables et plus résilientes.

3. Nous reconnaissons que la participation active, inclusive et protagoniste des communautés, en particulier des groupes traditionnellement marginalisés, est un impératif éthique et un pilier fondamental pour garantir la légitimité, la pertinence et la durabilité des musées. Cette participation doit être contraignante et transversale, permettant aux communautés d'être acteurs actifs dans la prise de décision des musées, dans la gestion muséologique et dans la conception d'approches discursives inclusives, grâce à des mécanismes permanents d'écoute, de co-création et de consentement libre, préalable et éclairé. Les musées doivent s'imposer comme des espaces sûrs, démocratiques et culturellement représentatifs, grâce à des stratégies d'accessibilité physique, numérique et cognitive, entendue comme la capacité de comprendre, de participer et de s'appropriier les contenus muséaux. Ils doivent également être des espaces de gestion participative qui reconnaissent les savoirs, les mémoires et les droits culturels des communautés d'Amérique latine et des Caraïbes. En outre, il est essentiel de promouvoir des programmes inclusifs qui encouragent la participation active des jeunes en tant qu'agents de transformation et

renforcent les liens intergénérationnels et communautaires. Les musées doivent donner la priorité aux projets curatoriaux qui abordent la mémoire de la violence et de l'exclusion et promouvoir des processus de réparation symbolique, ainsi qu'une culture de la paix. Ils doivent également être des espaces qui valorisent le multiculturalisme, qui reconnaissent et préservent les savoirs et les épistémologies locales, ainsi que les expressions et les éléments patrimoniaux qui définissent les différents groupes sociaux. En définitive, nous réaffirmons notre engagement en faveur d'une pratique muséologique éthique, participative et transformatrice, dans laquelle les communautés sont les protagonistes de la construction d'espaces de mémoire collective, de dialogue interculturel, de résistance, de justice sociale et de renforcement de la citoyenneté culturelle.

4. Nous défendons le principe de l'intégration régionale comme stratégie fondamentale pour renforcer la résilience, l'innovation et la capacité de transformation des musées de la région face à des défis communs. Cela peut se traduire par des plateformes collaboratives, des projets curatoriaux décoloniaux, anticoloniaux et postcoloniaux qui favorisent les savoirs et les épistémologies locales, ainsi que l'échange systématique d'expériences innovantes. Cette vision se concrétise par la création et la consolidation de réseaux transfrontaliers entre les musées, les comités nationaux de l'ICOM et les organisations culturelles qui favorisent l'échange de ressources, de connaissances, de bonnes pratiques, de coopération technique et d'expériences innovantes. En même temps, il sera nécessaire de promouvoir des stratégies collectives et des politiques muséologiques régionales qui favorisent une gestion durable, la sauvegarde du patrimoine, la construction de mémoires plurielles, la mobilité professionnelle et la production collaborative de connaissances. Également, nous plaidons pour une

participation active des musées d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de leurs employés, à des rencontres internationales, des publications et des dépôts numériques ouverts. Ceux-ci documentent et diffusent de manière éthique les bonnes pratiques et permettent aux voix, perspectives et contributions diverses d'être pleinement reconnues et valorisées sur la scène mondiale. Nous réaffirmons ainsi le rôle fondamental des musées de la région en tant que moteurs du changement social et culturel, facilitateurs du dialogue interculturel et gardiens critiques du patrimoine vivant.

5. Nous convenons qu'une formation muséologique spécialisée, continue et accessible est la base indispensable pour garantir la coresponsabilité institutionnelle, la pertinence sociale, la durabilité et l'impact transformateur des musées au xxi^e siècle. Nous considérons comme prioritaire la promotion de processus de professionnalisation qui intègrent des approches éthiques, critiques et contextualisées, soutenues par des pratiques institutionnelles garantissant l'équité, l'adaptabilité et la participation active grâce à des échanges, des certifications, des diplômes, des ateliers, des stages et du volontariat. Ces programmes doivent répondre aux défis sociaux, culturels et environnementaux de la région, intégrer les connaissances et rechercher des normes d'excellence pour le développement de compétences en matière de durabilité, de transparence institutionnelle, de résilience, d'empathie et de démocratisation du patrimoine. De même, l'accès équitable des travailleurs à ces processus est fondamental pour consolider la professionnalisation muséologique en tant que pilier permanent d'excellence, d'innovation et d'adaptabilité du secteur face aux scénarios de transformation mondiale. Nous déclarons prioritaires la réalisation d'un diagnostic régional des besoins, la création d'un groupe de travail de l'ICOM LAC dédié à la formation, ainsi que la promotion de

programmes de certification, d'échange et de stages garantissant une professionnalisation contextualisée et éthique.

Conclusion

Le travail entamé dans le cadre de Re-connexions constitue une avancée significative vers la définition d'une muséologie critique, participative et engagée dans l'avenir de la région.

La Déclaration de l'ICOM LAC 2025 : Musées, gouvernance et durabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes symbolise un engagement collectif et stratégique visant à renforcer de manière significative le secteur muséal de la région. Cet objectif repose sur des principes fondamentaux tels que la gouvernance collaborative, les valeurs éthiques, la durabilité dans toutes ses dimensions, la participation active des communautés et la promotion de l'inclusion sociale comme piliers essentiels. Dans un contexte marqué par des défis sociaux, culturels, politiques et environnementaux complexes, il est reconnu que les musées du continent ont la capacité unique et précieuse d'agir comme moteurs d'innovation et de transformation. Grâce à ces espaces, il est possible d'articuler et de redonner du sens aux mémoires, aux savoirs traditionnels et contemporains, ainsi que d'encourager des actions collectives pour construire des sociétés plus justes, inclusives, résilientes et culturellement diverses.

Cette déclaration est un outil actif et dynamique dont l'objectif est de consolider un domaine muséologique global, inclusif, durable et fermement attaché à la protection du patrimoine en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui garantisse et promeuve les droits culturels de toutes les communautés. Dans cette perspective, l'objectif est non seulement de renforcer l'identité culturelle régionale, mais aussi de positionner les musées comme des acteurs fondamentaux dans la création et le

développement d'initiatives qui abordent efficacement les défis actuels et futurs de nos sociétés.

Le présent document propose des orientations et des stratégies permettant aux professionnels des musées de contribuer, dans leurs domaines d'action respectifs, au développement d'une muséologie du Sud. Cette approche vise à remettre en question et à réformer les pratiques muséologiques traditionnelles, largement façonnées par des paradigmes eurocentristes, et à promouvoir un modèle qui réponde de manière globale aux particularités socioculturelles de la région.

Nous invitons tous les membres de l'ICOM LAC et les employés des musées et institutions patrimoniales de la région à diffuser cette déclaration. L'objectif est de renforcer et de consolider la muséologie du Sud en tant que muséologie proche, solidaire, collaborative, affective, réparatrice et empathique, en la positionnant dans le contexte mondial.

Unissons nos efforts pour poursuivre notre mission commune de préservation du patrimoine et de rénovation des musées d'Amérique latine et des Caraïbes.



SIGNATAIRES

Alliance Régionale du Conseil International des Musées pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ICOM LAC)

- Conseil d'administration

Comités Nationaux ICOM LAC

AMÉRIQUE ANDINE :

- ICOM Bolivie
- ICOM Colombie
- ICOM Équateur
- ICOM Pérou
- ICOM Venezuela

MÉSAMÉRIQUE :

- ICOM Costa Rica
- ICOM El Salvador
- ICOM Guatemala
- ICOM Mexique
- ICOM Panama

CÔNE SUD ET BRÉSIL :

- ICOM Argentine
- ICOM Brésil
- ICOM Chili
- ICOM Paraguay
- ICOM Uruguay

CARAÏBES :

- ICOM Barbade
- ICOM Cuba
- ICOM Haïti
- ICOM République dominicaine



CRÉDITS

I

Résultats de Re-connexions. Rencontre régionale de l'Alliance ICOM LAC : Les musées en route vers Dubaï 2025. Santiago du Chili, du 21 au 24 octobre 2024

II

Déclaration de l'ICOM LAC 2025. Musées, gouvernance et durabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dubaï, 2025

COMITÉ DE RÉDACTION ET D'ÉDITION

Lauran Bonilla-Merchav (ICOM Costa Rica)

Édgar Ernesto González (ICOM Venezuela)

Nathiam Gabriela Vega Rodríguez (ICOM Venezuela)

Coordinateurs par groupes de travail

GOUVERNANCE

Gabriela Gil (ICOM Mexique)

DURABILITÉ ET INTÉGRATION RÉGIONALE

María del Carmen Maza (ICOM Argentine)

FORMATION MUSÉOLOGIQUE AXÉE SUR L'ÉTHIQUE

Armando Gagliardi (ICOM Venezuela)

PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Diego Bevilaqua (ICOM Brésil)

Comités Nationaux ICOM LAC

Représentants dans les reconnections

AMÉRIQUE ANDINE

- Cinthia Giménez (ICOM Bolivie)
- William Gamboa Sierra (ICOM Colombie)
- Sonia María Merizal de Aguirre (ICOM Équateur)
- Rommell Ángeles Falcón (ICOM Pérou)
- Armando Gagliardi Radomile (ICOM Venezuela)

MÉSO-AMÉRIQUE

- Antonieta Sibaja Hidalgo (ICOM Costa Rica)
- Rafael Gustavo Alas Vásquez (ICOM El Salvador)
- Ana Paula Miranda Saavedra (ICOM Guatemala)
- María Gabriela Gil Verenzuela (ICOM Mexique)
- Ana Elizabeth González (ICOM Panama)

CÔNE SUD ET BRÉSIL

- María del Carmen Maza (ICOM Argentine)
- Diego Vaz Bevilaqua (ICOM Brésil)
- Leonardo Mellado González (ICOM Chili)
- Ángela María Gloria González Cáceres (ICOM Paraguay)
- Serrana Prunell (ICOM Uruguay)

CARAÏBES

- Ruth Linton (ICOM Barbade)
- Indira Álvarez Nieves (ICOM Cuba)
- Soraya Eugenia Pérez Gautier (ICOM République dominicaine)

Conseil d'administration

ALLIANCE RÉGIONALE DU CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSÉES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (ICOM LAC)

- Beatriz Espinoza Neupert, présidente (ICOM Chili)
- Lauran Bonilla-Merchav, vice-présidente (ICOM Costa Rica)
- Melissa Campos Solórzano, secrétaire (ICOM El Salvador)
- Édgar Ernesto González, trésorier (ICOM Venezuela)
- Serrana Prunell, membre (ICOM Uruguay)
- Julián Roa Triana, membre (ICOM Colombie)
- Nathiam Gabriela Vega Rodríguez, membre (ICOM Venezuela)



PORTUGUÊS

ESPAÑOL

ENGLISH



<https://ICOM-lac.mini.ICOM.museum/>



RE-CONNEXIONS
Rencontre régionale
de l'alliance ICOM LAC
Les musées en route vers Dubaï 2025

ICOM conseil
international
des musées
LAC



BANCO DE DESARROLLO
DE AMÉRICA LATINA
Y EL CARIBE

ICOM conseil
international
des musées

ISBN: 978-9930-00-586-6



9 789930 005866